

# Inégalitaire et cloisonné, l'enseignement francophone entame sa longue mue

## LE RÉSUMÉ

La première phase du **Pacte d'excellence** s'est achevée jeudi.

Et a livré trois volumineux rapports diagnostiquant **les maux de l'enseignement francophone** et brossant **les pistes pour se réinventer**.

Où l'on parle d'**allonger et de décroiser la formation des professeurs**, de rapatrier les devoirs à l'école, de remettre en cause les sacro-saintes compétences, d'intégrer enseignements spécialisés et ordinaires. Entre autres.

Passage au gouvernement, groupes de travail: ce processus participatif est loin d'être achevé. **Atterrissage prévu pour l'été 2016**.

**BENOÎT MATHIEU**

«Nous sommes à un moment majeur de l'histoire de l'enseignement.» La ministre de l'Éducation aurait-elle donné, juste un brin, dans la dramatisation jeudi matin au Parlement de la Communauté française? Sans doute. N'empêche, «les enjeux sont de taille», ajoute Joëlle Milquet (cdH). Et là, il ne se trouvera personne pour la contredire. Parce que l'enseignement francophone tire grise mine. Les tests PISA sont là pour le rappeler régulièrement. «98% de la population de nos pays voisins sont mieux classés que nous», résume Frédéric Delcor, secrétaire général de la Communauté française.

► **Le Pacte d'excellence, c'est quoi?** Déjà, on dit «Pacte pour un enseignement d'excellence». On vous en parlait hier: ce Pacte est un vaste chantier lancé fin 2014. Objectif? Accroître la qualité de l'enseignement et y introduire de l'excellence, juste-

ment, à tous les étages.

La première phase de ce plan participatif – puisqu'il mobilise experts, monde académique et société civile – s'est achevée ce jeudi. Avec trois atterrissages. Deux rapports de groupes de travail planchant, l'un, sur l'état des lieux du système éducatif et l'autre, sur ce que devrait être l'école du XXI<sup>e</sup> siècle. Plus de 500 pages de constats et de pistes qu'un «groupe central» a ramassé dans un texte dix fois plus concis, qui a reçu l'aval de l'ensemble des acteurs de l'enseignement – déjà ça, il fallait le faire. Plus un rapport concocté par le consultant McKinsey.

La suite est balisée: passage de la dite note au gouvernement, mise en place de groupes de travail devant accoucher de plans d'actions. Le tout devrait être bouclé pour l'été 2016.

► **Formation des professeurs.** Voilà longtemps qu'on en parle en Belgique. Philippe Maystadt, qui a coraqué l'un des groupes de travail, re-tape sur le clou. «La segmentation de la formation en quatre filières induit un principe d'étanchéité, qui cause des ruptures très fortes pour les élèves lors de chaque transition. Cela se voit dans les taux de redoublement.» Les experts adoucent le principe du «recouvrement» dans la formation des enseignants, qui rendrait les cycles plus «perméables». Formation qui serait, elle, «plus longue et plus exigeante».

► **Gratuité.** Ce n'est pas un constat d'échec, mais d'ignorance. «Il existe un problème d'informations. Il est difficile d'établir les frais auxquels les parents sont exposés», regrette Philippe Maystadt. Qui lance un appel à aller voir plus loin.

► **Inégalités.** Le constat est connu. Notre enseignement est l'un des plus inégalitaires qui soient. Mais les données compilées par McKinsey permettent de jeter un regard plus acéré sur ce phénomène. Plus l'indice socioéconomique (ISE) d'un élève est bas, plus il a de chance d'accuser du retard, d'être orienté vers la filière qualifiante ou spécialisée, voire de sortir du système. Mais les

inégalités «de départ» n'expliquent pas tout. Il est ainsi permis de comparer – avec toutes les précautions d'usage – les résultats obtenus par les différents réseaux pour une même «population». Ainsi, en deuxième secondaire, le libre subventionné s'en sort mieux que l'officiel organisé, qui s'en sort mieux que l'officiel subventionné.

► **Organisation.** Cela sent le chamboulement. Les rapports remettent en cause la très forte séparation faite entre l'enseignement ordinaire et le spécialisé, alors que les autres pays européens tablent plus sur l'intégration. Autre constat: en Communauté française, le tronc commun entre filières est plus court que dans nombre de pays européens. Les experts prônent encore l'amélioration du processus de sélection des directeurs d'écoles, l'extension de l'obligation scolaire (avant l'âge de six ans, donc), ou encore allongement de la journée d'école (lire «L'Echo» d'hier).

► **Savoirs.** Serait-ce la fin de la suprématie des «socles de compétences»? L'approche suscite en tout cas de nombreuses questions. Aux compétences, faudrait-il préférer le savoir?

► **Viser juste.** Là où le rapport McKinsey fait mal, c'est qu'il suggère, via comparaison internationale avec vingt systèmes scolaires «qui se sont améliorés», que les réformes scolaires entreprises en Communauté française par le passé – et le consultant est remonté jusqu'en 1957 – étaient tout sauf bien ciblées.

**«La segmentation de la formation des enseignants induit un principe d'étanchéité, qui cause des ruptures très fortes pour les élèves lors de chaque transition.»**

**PHILIPPE MAYSTADT**  
PRÉSIDENT DE L'ARES